

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 31 JUILLET 2003

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme JOUVEAU  
TEL. 04.76.60.33.22

Dossier n°

## **A R R E T E N° 2003-08432**

LE PREFET DE L'ISERE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.), articles L 514-1 3<sup>e</sup> et L514-3;

**VU** la loi n° 64-1245, du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et de la lutte contre leur pollution, modifiée ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

**VU** le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

**VU** le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment son article 41;

**VU** l'arrêté préfectoral n°88 412 du 2 février 1988 autorisant les activités classées exercées par la société SARI LENNE;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°91 3263 du 12 juillet 1991 ;

**VU** le changement d'exploitant dont il a été donné acte à la société ARDALU le 4 février 1992 ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°92 4268 du 28 août 1992;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°96 5556 du 14 août 1996;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2001 982 du 13 février 2001;

**VU** les arrêtés n°92.3765 du 28 juillet 1992 et n°2001.5504 du 10 juillet 2001 imposant respectivement à la société ARDALU une consignation auprès d'un comptable public d'une somme de 7622,45 € ;

**VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 12 juin 2003 ;

**VU** la lettre du 23 juin 2003 invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de suspension d'activité ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 3 juillet 2003 ;

**CONSIDERANT** la pollution atmosphérique générée par le dégagement d'une épaisse fumée noire à la sortie des trois cheminées ;

**CONSIDERANT** la vétusté des installations et le manque d'étanchéité au niveau des trois cyclones permettant la séparation du noir de carbone et de la grenaille d'aluminium ;

**CONSIDERANT** la présence d'un nuage de poussières très dense dans l'atelier résultant du manque d'efficacité du dépoussiéreur humide non raccordé et non opérationnel depuis de nombreux mois ;

**CONSIDERANT** une captation des fumées incomplète et l'absence de traitement de ces fumées en sortie des fours ;

**CONSIDERANT** qu'en matière de défense incendie, aucune borne incendie ni réserve d'eau n'est installée à proximité alors que les prescriptions techniques annexées à l'arrêté d'autorisation du 2 février 1988 préconisaient un débit de 180m<sup>3</sup>/h ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'exploitant de respecter scrupuleusement les prescriptions techniques relatives au stockage et à l'élimination des déchets ;

**CONSIDERANT** que malgré les arrêtés de mise en demeure susvisés ainsi que les sanctions prises à l'égard de ladite société, les prescriptions techniques annexées à l'arrêté d'autorisation du 2 février 1988 relatives au rejet atmosphérique et au traitement des fumées émanant des trois fours à sole ne sont pas respectées et aucune garantie n'est prévue en matière de défense incendie ;

**CONSIDERANT** que les carences en matière de défense incendie, la vétusté du bâtiment et le manque d'efficacité des matériels utilisés dans le traitement des fumées et des poussières sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement et notamment à la protection de l'environnement, à la santé publique et à la commodité du voisinage ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de mettre fin à cette situation que plusieurs mises en demeure et sanctions administratives n'ont pas réussi à rétablir ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** – Le fonctionnement des installations de la société ARDALU située à Courtenay, lieu-dit « Le Temple » est suspendu à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à exécution des conditions imposées pour l'exploitation de cet établissement

**ARTICLE 2:** Les conditions imposées sont celles des prescriptions techniques jointes à l'arrêté préfectoral n° 88.412 du 2 février 1988, formulées comme suit :

#### Article I

§ 1.3.1. "Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé publique".

§ 1.3.6. "L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et sur les appareils de filtration et d'épuration".

§ 1.5.1. "Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite".

§ 1.5.2. "Toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche ...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par les odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines".

§ 1.6.1.4. "On disposera en permanence soit par le réseau communal, soit par des ressources privées, d'un débit d'eau de 180 m<sup>3</sup>/h minimum, délivré à moins de 200 m des installations et accessible en tout temps par les engins pompes des services incendie ou point d'eau".

#### Article II

§ b-4<sup>ème</sup> "La ventilation des ateliers, artificielle si nécessaire, sera effectuée de façon telle qu'aucune fumée ou poussière ne puisse s'échapper par les baies, les portes, le toit ou les lanterneaux".

§ b-7<sup>ème</sup> "Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées".

**ARTICLE 3:** La reprise de l'exploitation des installations ne pourra être effective par la société ARDALU, seulement lorsque l'exploitant aura démontré à l'administration que les prescriptions techniques précitées sont rigoureusement et intégralement respectées

**ARTICLE 4** – Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation et la sauvegarde des intérêts cités à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 5** – Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors

**ARTICLE 6** – En cas de maintien en fonctionnement de l'installation, le Préfet pourra faire procéder par un agent de la force publique à l'apposition des scellés sur ladite installation.

**.ARTICLE 7 :** Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 8 :** En application de l'article L 514.6 du Code de l'Environnement cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 9 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de la Tour du Pin, le Maire de Courtenay, et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARDALU.

Fait à Grenoble le 31 juillet 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Pour le Secrétaire Général absent  
Le Secrétaire Général Adjoint  
Signé : Patrick COUSINARD